

# **MOUVEMENT COMMUNISTE**

## **CONTRE L'AUSTERITE ET LE PACTE .SOCIAL**

### **FAIRE PAYER LA CRISE AU PATRON**

**Prolétaires, camarades,**

La manifestation du 29 octobre 1993 et les différentes grèves qui l'ont suivie ont clairement démontré le refus par la classe ouvrière de la série de mesures et autres plans globaux, signifiant tous:

- Une réduction du salaire réel par le retard d'indexation, le gel des salaires, l'augmentation générale des prix provoquée par la hausse de la TVA,...
- Une aggravation des conditions de travail par le développement du travail à temps partiel, de la flexibilité...
- Une augmentation de la productivité notamment par l'introduction de la fameuse semaine des 4 jours de travail et autres cadences.
- Une précarisation des emplois salariés par l'extension des sous-statuts, des emplois de proximité...
- Une diminution des allocations familiales, des pensions, des interventions en matière d'assurance maladie invalidité...

Et cela, il ne faut pas se faire d'illusion, sans pour autant arrêter, ni les licenciements, ni les mesures locales exigées par le patronat dans les usines, comme nous le montre l'exemple de Boël à La Louvière.

Quelles qu'en soient les modalités, toutes ces mesures entraîneront:

- moins de salaire et plus de travail et de flexibilité pour ceux qui ont encore un emploi.
- un net appauvrissement et des difficultés accrues pour les chômeurs à trouver du travail.

Lorsque les syndicats mettent en avant le mot d'ordre "pour un vrai pacte social", il s'agit avant tout d'empêcher et/ou de contrôler le déclenchement de mouvements de lutte indépendants et décidés pour en fait perpétuer la paix sociale et négocier au rabais le partage de la misère.

Ce que les syndicats d'Etat (FGTB, CSC, CGSLB) veulent négocier c'est plus d'égalité dans la répartition des mesures "sur l'ensemble de la population".

Les syndicats demandent aux ouvriers d'accepter des efforts, d'être solidaires de leurs patrons, de leur région, de leur Etat, de se sacrifier pour la défense de la compétitivité des entreprises belges, en un mot de payer les frais de la crise. Pourtant la crise n'a pas été provoquée par les ouvriers, ni par leurs salaires.

La productivité du travail en Belgique n'est pas moindre qu'ailleurs et les salaires ne sont pas plus élevés que dans les autres pays capitalistes forts.

La crise est mondiale et est le fait de la logique du capitalisme qui produit des marchandises en surnombre par rapport au marché solvable, alors même qu'à l'autre pôle les besoins des prolétaires sont de moins en moins satisfaits. A l'évidence, la consommation des travailleurs salariés ne représente pas un marché suffisamment attractif pour le capital et la pression mise par les patrons de toute la planète sur les salaires et l'emploi démontre que la sortie de la crise ne peut se faire, pour eux, qu'au détriment des exploités. C'est pour cela qu'il faut refuser en bloc toutes les mesures gouvernementales. De plus, il s'agit de se rendre compte que le but des syndicats n'est pas la défense des prolétaires mais bien plutôt le soutien électoraliste des fractions politiques bourgeoises auxquelles ils sont liés. Les attermoissements de la FGTB dont les amis socialistes sont co-responsables du "plan global" en est le dernier exemple en date.

Il convient aussi de se rappeler qu'en 1961 c'est, en fin de compte, un gouvernement à participation socialiste qui fit passer l'essentiel des mesures anti-ouvrières appelées à l'époque "Loi Unique" et ce, après avoir saboté les mouvements de grève. La présence des socialistes au gouvernement n'est donc en rien pour les prolétaires une garantie de quoi que ce soit. Seule la lutte intransigeante pour la défense du salaire contre de nouveaux licenciements, pour l'unité des ouvriers au travail et au chômage quels que soient leurs statuts et leurs contrats, peut arrêter l'enchaînement sans fin des mesures.

Ce n'est certainement pas en cédant au chantage de l'emploi, en acceptant toujours plus de sacrifices comme la diminution du temps de travail et des salaires que les conditions ouvrières cesseront d'empirer; bien au contraire.

**LE PARTAGE DU TRAVAIL  
C'EST MOINS DE SALAIRE  
PLUS DE PRODUCTIVITE  
ET PAS PLUS D'EMPLOIS POUR AUTANT !**

La lutte que nous prônons n'a pas encore commencé. C'est aux ouvriers eux-mêmes, par-delà toutes les différences linguistiques, nationales, raciales, régionales, etc...à prendre l'initiative pour faire reculer le patronat et ses représentants politiques et syndicaux de gauche comme de droite.

Comme nous le montre l'exemple d'Air France, l'arme appropriée est la grève illimitée et sans préavis. C'est la seule riposte capable de frapper la bourgeoisie là où ça lui fait vraiment mal: à la source de ses profits. Comme à la FN (Herstal), Sidmar (Zelzate) et beaucoup d'autres, n'attendez pas les syndicats pour résister aux mesures.

**SANS LUTTE INDEPENDANTE FORTE AUCUNE  
VICTOIRE MEME PARTIELLE N'EST POSSIBLE**

**CONTRE L'AUSTERITE PAS DE TREVE**

**CONTRE LE DEVOIEMENT DES LUTTES  
OUVRIERES VERS DES OBJECTIFS  
ELECTORALISTES**

**AUCUNE SOLIDARITE AVEC SA PROPRE  
BOURGEOISIE**